

Un rapport secret israélien révèle qu'un drone armé a tué quatre garçons qui jouaient sur une plage de Gaza en 2014

Description

Robert Mackey 11 août 2018

Un rapport confidentiel d'enquêteurs de la police militaire israélienne vu par The Intercept explique comment une tragique série d'erreurs commises par les responsables des forces aériennes, navales et du renseignement ont abouti à une frappe aérienne dans laquelle quatre garçons palestiniens qui jouaient en 2014 sur une plage de Gaza ont été tués par des missiles largués depuis un drone armé.

Le témoignage des officiers impliqués dans l'attaque, qui jusqu'ici a été caché au public, confirme pour la première fois que les enfants – quatre cousins de 10 et 11 ans – ont été pourchassés et tués par les opérateurs d'un drone qui, en quelque sorte, en plein jour, les ont pris pour des activistes du Hamas.

Ce témoignage soulève de nouvelles questions, pour savoir si l'attaque, qui se déroulait face à des dizaines de journalistes et qui a déclenché une indignation mondiale, a été conduite avec un mépris flagrant pour la vie des civils et sans autorisation appropriée. Après avoir tué le premier garçon, ont dit les opérateurs du drone aux enquêteurs, ils ont cherché des éclaircissements auprès de leurs supérieurs pour savoir jusqu'où, sur cette plage utilisée par des civils, ils pouvaient poursuivre les survivants en fuite. Moins d'une minute plus tard, alors que les garçons couraient pour sauver leur vie, les opérateurs du drone ont décidé de lancer un deuxième missile, tuant trois autres enfants, bien qu'ils n'aient reçu aucune réponse à leur question.

Suhad Bishara, avocate représentant les familles des victimes, a dit à The Intercept que l'utilisation de drones armés pour tuer des Palestiniens pose « de nombreuses questions concernant le discernement humain, la morale et la soumission au droit humanitaire international ».

Les bombardiers pilotés à distance altèrent le processus de prise de décision par des humains », a dit Bishara, et l'utilisation de la technologie dans l'attaque de 2014 sur la plage « élargit le cercle de personnes responsables du véritable assassinat des enfants Bakr ».

Quelques heures seulement avant l'attaque, le matin du 16 juillet 2014, l'unité de relations publiques (RP) des Forces de Défense Israéliennes avaient mis en avant l'idée que les images de vidéo en direct fournies par les drones permettaient à sa force aérienne d'éviter de tuer des civils palestiniens.

L'unité (RP) a publié des images opérationnelles, apparemment prises sur les écrans des opérateurs du drone israélien, qui expliquaient comment trois frappes aériennes israéliennes avaient été annulées cette semaine-là parce que des silhouettes, identifiées comme des civils, étaient apparues près des cibles dans la Bande Gaza densément peuplée.

Ces images ont été diffusées une semaine après le début de l'Opération israélienne Bordure Protectrice, offensive de 50 jours contre les combattants du Hamas à Gaza dans laquelle Israël allait finalement

tuer 1.391 civils, dont 526 enfants.

Plus tard le même jour, vers 15 H.30, un drone de surveillance israélien Heron 450, qui planait au-dessus d'une plage de Gaza ville, a transmis les images de 8 personnes grimant du rivage sur une jetée.

Un petit conteneur maritime qui se trouvait sur la jetée avait été détruit la veille par un missile israélien, en se fondant sur le renseignement qui indiquait qu'il avait pu servir aux commandos navals du Hamas pour y stocker des armes. Certains analystes s'attendaient cependant poser des questions sur ce renseignement puisqu'il n'y avait pas eu d'explosion consécutive aux tirs sur cette structure et que des journalistes stationnés dans les hôtels voisins disaient qu'on n'avait vu aucun militant cette semaine autour de la jetée.

Le rapport de la police militaire israélienne, revue par The Intercept, raconte ce qui s'est passé ensuite. Aprés qu'une des personnes sur la jetée soit entrée dans le conteneur qui avait été détruit la veille, un commandant des forces aériennes israéliennes sur la base aérienne de Palmachim, au sud de Tel Aviv, a ordonné aux opérateurs d'un deuxième drone, qui lui était armé, de tirer un missile sur le conteneur.

Comme mes collègues Cora Currier et Henrik Moltke l'ont raconté en 2016, bien que le gouvernement israélien maintienne une posture officielle de discrétion concernant son usage de drones pour mener des attaques aériennes, des images de la surveillance israélienne piratées, fournies à The Intercept par le pourvoyeur de l'Agence de Sécurité Nationale Edward Snowden, montraient en 2010 un drone israélien chargé de missiles.

En conversation privée avec un diplomate américain en visite après l'offensive israélienne de 2009 sur Gaza, Avichai Mandelblit, qui était à l'époque le procureur général militaire du pays et est maintenant son procureur général, a reconnu que les deux missiles qui avaient blessé des civils dans une mosquée avaient été tirés par un avion de combat, selon un document sorti du Département d'État.

Une raison pour laquelle Israël pourrait refuser de reconnaître que ses drones ont servi à tuer des enfants palestiniens, c'est que ce genre d'information pourrait compliquer la vente de ses drones à des gouvernements étrangers. En juin, la société détenue par l'État, Israel Aerospace Industries, a signé un marché de 600 millions \$ pour louer des drones Heron au ministre allemand de la Défense. Cet accord avait d'abord été retardé par l'inquiétude des politiques allemands que les drones, destinés à la surveillance, puissent également être armés. La même société propriétaire de l'État avait également vendu des drones à la Turquie, nation fortement pro-palestinienne, qui a néanmoins utilisé la technologie israélienne pour bombarder les Kurdes en Irak.

Le rapport de la police militaire israélienne, vu par The Intercept, sur la frappe de 2014 offre la preuve la plus directe à ce jour qu'Israël a utilisé des drones armés pour lancer des attaques sur Gaza. Le témoignage des opérateurs du drone, des commandants, des officiers de renseignement qui ont pris part à cette attaque confirme qu'ils ont utilisé un drone armé pour tirer le missile qui a frappé la jetée, tuant la personne qui était entrée dans le conteneur, et aussi pour lancer une deuxième attaque qui a tué trois des survivants alors qu'ils fuyaient sur la plage.

D'après le témoignage d'un officier naval impliqué dans les frappes, la mission a d'abord été considérée comme « un grand succès » parce que l'équipe de frappe a d'abord cru, à tort, qu'ils avaient tué quatre militants du Hamas qui se préparaient à lancer une attaque sur les forces

israéliennes.

Quelques minutes seulement après les deux frappes, cependant, un groupe de journalistes internationaux qui avaient été témoins de l'attaque depuis les hôtels voisins ont rapporté que les victimes déchiquetées par les missiles n'étaient pas des combattants adultes mais quatre petits garçons, des cousins âgés de 10 et 11 ans. Quatre autres garçons de la même famille ont survécu à l'attaque, mais avec des blessures dues aux shrapnels et de profondes cicatrices émotionnelles.

Des images poignantes des enfants courant désespérément sur la plage après que le premier missile ait tué leur cousin ont vite été partagées par un photographe palestinien, un reporter d'Al Jazeera et une équipe cinématographique de la télévision française.

Une image brutale des suites immédiates captée par Tyler Hicks du New York Times, l'un des journalistes témoins de l'attaque, a fait de l'assassinat des quatre garçons, tous enfants de pêcheurs de Gaza de la famille Bakr, un événement au retentissement mondial.

La correspondante de la télévision française, Liseron Boudoul, dont le rapport ce jour-là comprenait une vidéo affligeante des garçons courant sur la plage avant la deuxième frappe, a fait remarquer que et elle et d'autres témoins de l'attaque n'étaient pas tout à fait sûrs d'où les missiles arrivaient quoique la première supposition se concentrait sur des vaisseaux de la marine israélienne aperçus juste au large.

<https://twitter.com/Bourdain/status/489493639702532096>

Le témoignage secret du personnel de l'armée israélienne impliquée dans l'attaque a été publié pour la première fois que les opérateurs du drone ont traité la zone comme une zone de combat en supposant à tort qu'elle était hors d'accès pour quiconque sauf des combattants.

Après que des images de l'attaque aient largement fait connaître le scandale, l'armée d'Israël a mené un examen de la mission et recommandé qu'une enquête de la police militaire sur une possible négligence criminelle soit conduite. Les témoignages recueillis par la police militaire auprès de l'équipe de frappe ont été inclus dans un rapport présenté à l'avocat général militaire d'Israël, le général de division Danny Efroni, 11 mois après que les garçons aient été tués.

Efroni n'a pas diffusé les témoignages, mais a rendu public le 11 juin 2015 un résumé des découvertes du rapport, lorsqu'il a clos l'enquête sans enregistrer aucune accusation. Le procureur général militaire d'Israël a déclaré qu'aucune mesure criminelle ou disciplinaire ne serait prise, puisque les enquêteurs avaient conclu qu'il n'aurait pas été possible pour les entités opérationnelles impliquées d'avoir pu, grâce à la surveillance aérienne, identifier ces personnes comme étant des enfants.

Efroni n'a pas expliqué pourquoi c'était impossible. Deux jours avant la frappe en question, l'unité militaire RP d'Israël avait diffusé un autre clip vidéo dans lequel on pouvait entendre les opérateurs du drone décider d'arrêter les frappes parce qu'ils avaient identifié les silhouettes dans leur chargement en direct comme étant des enfants.

Adalah, Ã©galement connu comme le Centre Juridique pour les Droits de la MinoritÃ© Arabe en IsraÃ«l basÃ© Ã HaÃ¯fa, a passÃ© ces trois derniÃ¨res annÃ©es Ã se battre au nom des familles des garÃ§ons Ã Ismail Bakr, 10 ans ; Ahed Bakr, 10 ans ; Zakaria Bakr, 10 ans ; et Mohammed Bakr, 11 ans Ã pour que la dÃ©cision de ne pas poursuivre les soldats soit renversÃ©e par un tribunal israÃ©lien.

La majeure partie de ce temps s'est passÃ©e Ã attendre que le procureur gÃ©nÃ©ral d'IsraÃ«l, Mandelblit, veuille bien rÃ©pondre aux recours enregistrÃ©s par Adalah et deux associations gazaouies de dÃ©fense des droits, le Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme et le Centre Al Mezan pour les Droits de l'Homme.

En fÃ©vrier, Adalah a dit dans une dÃ©claration que la propre enquÃªte d'IsraÃ«l Ã a rÃ©vÃ©lÃ© que l'armÃ©e israÃ©lienne n'avait pris aucune mesure pour certifier si les cibles au sol Ã©taient des civils, qui plus est des enfants, avant de diriger intentionnellement les attaques contre elles Ã.

Bishara, l'un des avocats d'Adalah reprÃ©sentant les familles des garÃ§ons, a dit, dans une interview tÃ©lÃ©phonique Ã The Intercept, que l'enquÃªte israÃ©lienne sur les meurtres, dans laquelle l'armÃ©e israÃ©lienne s'est dÃ©douanÃ©e de toute faute, a Ã©tÃ© dÃ©fectueuse de plusieurs faÃ§ons. Tout d'abord, les tÃ©moignages n'ont Ã©tÃ© recueillis que quatre mois aprÃ¨s l'incident et n'ont considÃ©rÃ© que ce qui pouvait Ãªtre vu de la plage par les camÃ©ras du drone. Aucun tÃ©moignage n'a Ã©tÃ© pris auprÃ¨s des journalistes internationaux qui ont Ã©tÃ© tÃ©moins de l'attaque, et les rÃ©cits des tÃ©moins palestiniens, y compris les affidavits rÃ©digÃ©s de la part des garÃ§ons blessÃ©s dans les attaques, n'ont pas Ã©tÃ© pris en compte.

Un rapport vidÃ©o du Wall Street Journal enregistrÃ© le jour de l'attaque par Nick Casey, correspondant qui se trouvait dans un hÃªtel prÃ¨s de la jetÃ©e, jette le doute sur le renseignement israÃ©lien qui a dÃ©signÃ© le site comme un complexe du Hamas. Le rapport de Casey, qui a prÃ©sentÃ© les photos prises de la jetÃ©e du corps massacrÃ© de la premiÃ¨re petite victime, a expliquÃ© que Ã« personne ne savait pourquoi cet endroit avait Ã©tÃ© bombardÃ© ; il n'y a eu aucune attaque du Hamas depuis cet endroit et aucune roquette que nous ayons vue Ã».

Quand les autoritÃ©s israÃ©liennes ont clos l'affaire en 2015, Alexander Marquardt, ancien correspondant d'ABC Ã JÃ©rusalem qui avait lui aussi Ã©tÃ© tÃ©moin de l'attaque, contesta la conclusion qui dÃ©crÃ©tait que la jetÃ©e Ã©tait inaccessible depuis la plage, argumentant qu'elle Ã©tait ouverte aux civils.

Selon le tÃ©moignage vu par The Intercept, l'un des officiers impliquÃ© dans les frappes de missiles a dit aux enquÃªteurs que, lorsqu'il a vu l'une des personnes entrer dans le conteneur dÃ©truit, il a vÃ©rifiÃ© avec un officier de renseignement pour s'Ãªtre sÃ»r que seuls des militants pouvaient entrer dans l'enceinte avant d'ouvrir le feu.

Cependant, l'officier de marine chef du renseignement, une femme seulement identifiÃ©e dans le rapport comme Ã« Colonel N. Ã», a affirmÃ© que, puisque l'entrÃ©e dans la zone n'Ã©tait pas gardÃ©e le jour de l'attaque, elle n'Ã©tait pas fermÃ©e aux civils.

Bien que la copie du rapport examinÃ© par The Intercept comporte des rÃ©dactions, il n'y a aucune indication sur la raison pour laquelle cette apparente divergence entre les deux tÃ©moignages a Ã©tÃ© ignorÃ©e quand on a pris la dÃ©cision de clore l'enquÃªte.

L'un des officiers a Ã©galement dÃ©clarÃ© que, bien que le site ait Ã©tÃ© entourÃ© d'une barriÃ¨re quand les renseignements ont Ã©valuÃ© la situation avant le dÃ©but de l'OpÃ©ration Bordure Protectrice, la

barrière avait pu être détruite dans l'attaque des jours précédents, laissant la jetée ouverte au public.

Un soldat a dit aux enquêteurs que, selon des « dizaines » de déclarations de pêcheurs de Gaza, la population locale était au courant que la jetée était un complexe du Hamas. La source de cette déclaration n'est cependant pas connue et un avocat qui a travaillé à la demande d'Adalah a dit à The Intercept qu'il n'y avait aucune preuve pour l'appuyer dans les parties du rapport que l'armée a été obligée de partager avec les familles des victimes.

Tous ceux qui ont été impliqués dans la frappe, y compris l'officier des forces aériennes qui a coordonné l'attaque depuis la base aérienne de Palmachim, ont dit aux enquêteurs que bien qu'ils aient vu une vidéo prise en direct de la zone durant l'attaque, « nous ne pouvions dire qu'il s'agissait d'enfants ».

Les témoignages révèlent aussi un moment crucial où l'attaque aurait pu être arrêtée, mais ne l'a pas été. Après que le premier missile ait été tiré sur le baraquement, tuant l'un des garçons, et que les autres enfants se soient enfuis vers la plage, l'équipe d'attaque a réclamé des éclaircissements sur la distance à laquelle ils étaient autorisés à tirer sur la plage.

L'équipe d'attaque a appelé à la radio un officier supérieur, lui demandant où exactement la zone désignée zone militaire fermée se terminait. Ils voulaient savoir s'il y avait un endroit où ils ne pouvaient plus tirer sur les personnes en fuite, alors qu'ils approchaient d'une zone avec des parasols et des tentes de plage utilisées par les civils.

Ne recevant aucune réponse à cette question, l'équipe d'attaque a tiré, environ trente secondes après la première frappe, un deuxième missile sur les enfants en fuite, qui a tué trois des garçons et blessé au moins un autre de leurs cousins.

Un officier de marine, qui a pris part aux décisions de vie ou de mort, a affirmé que, du mieux qu'il s'en souvienne, ils avaient lancé le deuxième missile alors que les personnes en fuite étaient encore à l'intérieur de ce qu'ils prenaient pour un complexe militaire fermé, mais le missile avait atterri, après que les personnes en fuite en soient sorties, sur la plage.

L'officier de l'air qui coordonnait les frappes a dit aux enquêteurs qu'il avait auparavant été en charge de « centaines d'attaques », mais que cet incident était resté « grave » dans sa mémoire parce que le renseignement reçu par l'équipe de frappe différait de 180 degrés avec les faits au sol.

Adalah, qui a enregistré un appel mis à jour en mai dans l'affaire et qui attend toujours une réponse, a par ailleurs remarqué que les autorités israéliennes ont refusé de laisser les avocats des familles voir aucune des vidéos des deux drones filmées pendant l'attaque.

Sans voir cette vidéo, il est impossible de dire si oui ou non les opérateurs du drone auraient été capables de dire que leurs cibles étaient des enfants, mais Eyal Weizman, architecte israélien qui a enquêté sur les frappes de drones, a avancé dans le passé que la résolution optique des caméras de drones pouvait ne pas être aussi élevée que les commandants de l'armée le prétendaient.

Après avoir auparavant analysé la vidéosurveillance par drone des suspects militants de l'État islamique en Irak (ISIS), Weizman a dit qu'il n'était pas possible de dire que les personnes portaient des armes, et que l'un d'eux était un enfant, en étudiant leurs ombres. Cette identification n'était pas

possible, a-t-il dit, parce que la vidéo avait été prise ou très tôt ou très tard dans la journée   .

Puisqu  il n  y aurait eu aucune ombre allongée dans des photos aériennes enregistrées plus tôt dans l  apr  s-midi    comme celles des gar  sons jouant sur la plage    Gaza en cette journée de juillet vers 15 H.30    Weizman a observé que les images haute résolution sélectivement publiées par les commandants de l  arm  e pour justifier les frappes aériennes    pouvaient biaiser notre possibilité de savoir    quel point on pouvait voir avec les drones et avec quelle clarté   . La majeure partie de l  enregistrement    qui est continuellement récolté par les drones   , a dit Weizman, est    de loin plus ambiguë   .

Interrogé cette semaine sur la politique israélienne de refus de reconnaître l  utilisation de drones dans es frappes létales, Weizman a suggéré qu  une raison pouvait être connectée au droit international.    Un aspect important de la confiance d  Isra  l dans les drones a    voir, je pense, avec un problème juridique non résolu   , a écrit Weizman dans un e-mail.    La combinaison de l  action répartie    plusieurs participants   . impliqués    distance dans l  action    et de la gravité de l  acte d  assassinat ciblé.   

Hagai El-Ad, directeur de l  association israélienne de défense des droits de l  Homme B  Tselem, a dit    The Intercept que l  utilisation par Israël de drones armés ressemblait    un secret de Polichinelle, mais puisque la technologie ne coupait pas encore les humains du processus de prise de décision, les commandants de l  arm  e qui ordonnaient les frappes et les pilotes du drone qui les exécutaient n   taient pas moins responsables de l  assassinat des gar  sons que s  ils avaient vol      ce moment là dans un jet ou un hélicoptère au-dessus de la plage.

El-Ad a également rappelé un rapport de 2016 que son association avait sorti sur le fait que l  arm  e israélienne n  avait pas su mener d  enqu  tes sérieuses sur le meurtre des civils    Gaza :    Protocole de Blanchiment : La Soi-disant Enquête sur l  Op  ration Bordure Protectrice   .

   Les divers retards, manques, échecs spécifiques dans cette soi-disant enquête font tous partie de cette large fa  son systématique de finalement fermer les dossiers, tout en produisant toute cette série de papiers qui, de l  ext  rieur, peut ressembler    un effort sincère   , a dit Al-Ad.    Tout   sa, c  est la routine habituelle.   

Un porte-parole de l  arm  e israélienne n  a pas répondu aux demandes répétées de commentaires sur le rapport secret avant publication. Après que The Intercept ait publié cette information, un porte-parole a envoyé un communiqué qui ignorait la question sur l  utilisation d  un drone arm   pour cette attaque et réitérait la position de l  arm  e qui est que l  attaque rat  e    a été entièrement et minutieusement examinée    et qu  on n  y a découvert aucune faute. Le communiqué a fait remarquer que les Israéliens    avaient visé des personnes qu  ils ont cru être des artisans du Hamas    et ont présenté comme un fait le renseignement contesté comme quoi les enfants étaient entrés dans    un complexe militaire appartenant aux forces navales de l  organisation terroriste   .

   L  enqu  te révéla plus tard que la frappe avait été conduite selon les procédures standard, puisque les forces avaient pris diverses mesures de précaution pour éviter de faire du mal aux civils, bien qu  il y ait eu une erreur d  identification sur les personnes dans l  enceinte   , a dit le communiqué de l  arm  e.    L  erreur a été jugée raisonnable si l  on considère les circonstances de l  op  ration, le chaos et les dangers inhérents    une guerre continue. Par conséquent, en 2015, l  enqu  te a été arrêtée et l  affaire close sans autre action juridique supplémentaire.   

Mise à jour : Dimanche 12 août, 13 H.52

Cet article a été mis à jour pour y ajouter une déclaration émise par l'armée d'Israël après publication et pour y ajouter une citation d'Eyal Weizman de Forensic Architecture et une référence à un rapport de 2016 sur les droits de l'Homme qui accusait les enquêtes internes de l'armée israélienne de possibles crimes de guerre commis par ses soldats à Gaza en 2014.

Photo de titre : De la fumée s'élève d'une cabane de bord de mer le 16 juillet à Gaza ville, après que deux missiles tirés par les opérateurs d'un drone israélien aient tué quatre jeunes garçons pris pour des militants.

Nous dépendons du soutien de lecteurs comme vous pour nous aider à conserver sa force et son indépendance à notre salle de rédaction bâtonnée. Rejoignez nous.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Intercept](#)

date créée

2018/08/14